



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

### **Marché de fournitures courantes et de services**

#### **OBJET**

**Prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie,  
du parking et ses deux rampes d'accès  
au bâtiment de la Chambre régionale des comptes  
(CRC) Île-de-France**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2	OBJET.....	4
1.3	LIEU D'EXÉCUTION .....	4
1.4	ALLOTISSEMENT .....	4
1.5	FORME DU MARCHÉ .....	4
1.6	DURÉE.....	4
<b>2</b>	<b>PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>INTERLOCUTEURS .....</b>	<b>5</b>
3.1	REPRÉSENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	5
3.2	REPRÉSENTANTS DU TITULAIRE .....	5
<b>4</b>	<b>CLAUDE SOCIALE.....</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>CLAUDE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>5</b>
<b>6</b>	<b>EGALITÉ ET DIVERSITÉ PROFESSIONNELLES .....</b>	<b>5</b>
<b>7</b>	<b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>6</b>
7.1	CONFIDENTIALITÉ.....	6
7.2	OBLIGATION DE RÉSULTATS.....	6
7.3	REPRISE DU PERSONNEL .....	6
7.4	CONDITIONS SANITAIRES EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE TYPE COVID.....	7
7.5	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	7
<b>8</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>9</b>	<b>RÉGIME FINANCIER .....</b>	<b>8</b>
9.1	FORME DES PRIX.....	8
9.2	RÉVISION DE PRIX.....	8
9.3	AVANCE.....	8
<b>10</b>	<b>RÉCEPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>9</b>
10.1	VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	9
10.2	DÉCISION APRÈS VÉRIFICATION.....	9
<b>11</b>	<b>MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>10</b>
11.1	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS.....	10
11.2	PRÉSENTATION DES FACTURES .....	10
11.3	DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	10

11.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	11
11.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS .....	11
<b>12</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>11</b>
<b>13</b>	<b>ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....</b>	<b>13</b>
<b>14</b>	<b>RÉSILIATION .....</b>	<b>13</b>
<b>15</b>	<b>RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>14</b>
<b>16</b>	<b>DÉROGATIONS .....</b>	<b>14</b>

# 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

Chambre régionale des comptes Île-de-France, représentée par son Président.

## 1.2 OBJET

Le marché a pour objet les prestations de nettoyage des locaux, de la vitrerie, du parking et ses deux rampes d'accès du bâtiment de la Chambre régionale des comptes (CRC) Île-de-France.

## 1.3 LIEU D'EXÉCUTION

6 Cours des Roches, 77186 Noisiel

## 1.4 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti au motif qu'une dévolution en lot séparé est de nature à restreindre la concurrence et risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les prestations de nettoyage pouvant théoriquement faire l'objet d'un lot spécifique (le nettoyage de la vitrerie et du parking) ne représentent qu'une part minime du marché, et c'est en ce sens que l'intérêt financier de l'acheteur, couplé à l'intérêt économique des potentiels candidats à se positionner, conduisent au choix de passer un marché unique.

## 1.5 FORME DU MARCHÉ

Le marché prend la forme d'un accord cadre mono-attributaire s'exécutant à bons de commande, et passé à prix mixte :

- À prix global et forfaitaire pour les prestations récurrentes ;
- À prix unitaire en ce qui concerne les prestations ponctuelles, commandées à la survenance du besoin, dans les limites suivantes :
  - o Quantité minimale annuelle\* de commande : deux (2)
  - o Quantité maximale annuelle\* de commande : six (6)

*L'annualité est entendue au sens d'une année d'exécution\**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution ne peut excéder de trois mois la date d'expiration de l'accord-cadre.

## 1.6 DURÉE

Le marché débute à compter du 1er novembre 2025 ou à compter de sa date de notification si elle est postérieure à cette date.

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois et est reconductible 2 fois, tacitement, par période de 12 mois, sans pouvoir excéder une durée totale de 36 mois.

En cas de non reconduction, le titulaire en est informé au plus tard 3 mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

# 2 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, prévalant par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses deux annexes financières ;

- Annexe 1 – Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Annexe 2 – Bordereau des prix unitaires (BPU) valant détail quantitatif estimatif (DQE).
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses quatre annexes ;
  - Annexe 1 – Superficie des différentes zones à nettoyer par types de revêtements pour les prestations récurrentes ;
  - Annexe 2 – Nature et fréquence des prestations récurrentes par typologie d'espaces ;
  - Annexe 3 – Plan de prévention ;
  - Annexe 4 – Procès-verbal initial des lieux valant fiche de contrôle ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Consultable sur le site de Légifrance ce document est réputé connu du titulaire ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### **3 INTERLOCUTEURS**

#### **3.1 REPRÉSENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE**

Les coordonnées de l'interlocuteur unique chargé du suivi de l'exécution des prestations sont communiquées lors de la notification du marché.

Le département de la commande publique et de la politique achat de la Cour des comptes ([dcppa@ccomptes.fr](mailto:dcppa@ccomptes.fr)) est l'interlocuteur désigné pour toute information relative au suivi administratif du marché.

#### **3.2 REPRÉSENTANTS DU TITULAIRE**

L'interlocuteur unique, responsable de la mission et chargé de la coordination des prestations est celui désigné par le titulaire au stade de son offre.

Pendant la durée d'exécution du marché, tout changement de l'équipe d'encadrement et de l'interlocuteur dédié désignés par le titulaire doit impérativement être signalé au représentant du pouvoir adjudicateur, en respectant un préavis de sept (7) jours au minimum.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer à la personne publique un intervenant d'un profil équivalent et prend les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas retardée ou compromise. La proposition de remplacement est soumise à l'approbation de la personne publique.

De même, pendant toute la durée d'exécution du marché, la personne publique se réserve le droit de ne pas agréer un personnel œuvrant avant sa prise de fonction ou de demander le remplacement d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. Ce remplacement doit intervenir dans un délai maximal de cinq (5) jours à compter de la demande de remplacement.

Le non agrément d'un intervenant du titulaire par la personne publique ne saurait exonérer le titulaire de ses obligations de résultat et du respect du calendrier des prestations. Le remplacement du personnel ne peut, en aucun cas, justifier d'une augmentation du coût des prestations.

### **4 CLAUSE SOCIALE**

Il n'est pas prévu de clause sociale.

### **5 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les Juridictions financières dont relève la Chambre régionale des comptes Île-de-France portent une attention particulière à la protection de l'environnement. Aussi, le marché comporte une clause d'exécution environnementale à l'article 5 du CCTP.

### **6 EGALITÉ ET DIVERSITÉ PROFESSIONNELLES**

Le titulaire est informé que les Juridictions financières sont également engagées dans une politique qui vise à promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et la diversité. Détentrice du label égalité depuis 2023, les juridictions financières s'engagent ainsi dans la lutte contre toutes les formes de discriminations, en application des lois 2014-873 du 4 août 2014 et 2008-496 du 27 mai 2008.

Pour inciter le titulaire du marché à entamer ou développer une démarche similaire, ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « égalité et diversité professionnelles » joint au dossier de consultation.

Le questionnaire complété peut être transmis soit dès la remise de l'offre, soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Si le questionnaire n'a pas été transmis lors du dépôt de l'offre, la personne publique invitera l'attributaire, lors de la phase d'attribution, à lui communiquer le formulaire complété.

La référente égalité et diversité des juridictions financières pourra solliciter le titulaire en cours d'exécution du marché afin de le convier à une réunion de sensibilisation et de partage réciproque de bonnes pratiques en matière d'égalité et de diversité professionnelles.

## **7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **7.1 CONFIDENTIALITÉ**

Le marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants éventuels des obligations de confidentialité.

### **7.2 OBLIGATION DE RÉSULTATS**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

Il lui appartient d'assurer par les solutions techniques de son choix, l'ensemble des tâches nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté, ainsi que l'obtention du niveau de qualité requis par la personne publique dans le cadre des exigences fixées au CCTP.

Le titulaire s'engage sur les moyens à mettre en place pour atteindre la qualité souhaitée.

Le nombre d'heures déclarées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) est suffisant pour atteindre le niveau de qualité attendu par la personne publique. Ce nombre d'heures doit être mis en place tout au long de l'exécution du marché, afin d'assurer la continuité du service y compris pendant les absences prévues ou non des agents titulaires (congés, maladie, ...).

Si la qualité attendue par la personne publique (à savoir un « bon état de propreté » tel que défini à l'article 6.3.4 du CCTP) n'est pas atteinte, le titulaire s'engage à mettre en place à ses frais les moyens supplémentaires nécessaires à l'atteinte de la qualité attendue.

Les prestations sont exécutées en tenant compte de la nature, de la fréquentation et de la spécificité des locaux par ailleurs précisées dans les annexes techniques.

### **7.3 REPRISE DU PERSONNEL**

En application de l'article L.1224-1 du Code du travail et de la Convention Nationale des Entreprises de Propreté et services associés du 26 juillet 2011, et notamment son article 7, le titulaire est soumis à une obligation de reprise du personnel actuellement affecté à la réalisation des prestations.

Au plus tard six (6) mois avant le terme du marché, le titulaire s'engage à transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur ([dcppa@ccomptes.fr](mailto:dcppa@ccomptes.fr) / [stephane.gobrecht@crtc.ccomptes.fr](mailto:stephane.gobrecht@crtc.ccomptes.fr)), les informations nécessaires pour une nouvelle reprise de personnel en cas de changement de titulaire, à savoir :

- la masse salariale ;
- le nombre de salariés à reprendre ;

- la nature des contrats de ces salariés ;
- les qualifications, expériences, ancienneté et avantages dont disposent ces salariés.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation sans indemnité, conformément à l'article 32.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Le délai de reprise du personnel ne peut en aucun cas dépasser 30 jours à compter de la date de notification du marché. Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour que les prestations de nettoyage et d'entretien se poursuivent sans interruption durant ce délai de reprise.

▪ **Communication des informations relatives à la reprise du personnel assurant le nettoyage jusqu'au 31 octobre 2025 à la Chambre régionale des comptes Île-de-France :**

Agents	Date Ancien.	Contrat	Qualification	Taux horaire	Heures chantier	H. entreprise	Salaire Base chantier	Primes
Agent 1	03/03/2014	CDI	ASP A	12,38	43,33	43,33	536,43	30,83 (Prime d'expérience)
Agent 2	03/06/2010	CDI	ASP A	12,38	65	65	788,45	39,42 (Prime d'expérience)
Agent 3	04/01/2022	CDI	ASP A	12,38	43,33	43,33	536,43	
Agent 4	12/05/2025	CDD	ASP A	12,38	47,67	47,67	590,1546	

#### 7.4 CONDITIONS SANITAIRES EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE TYPE COVID

Le titulaire est réputé connaître parfaitement le détail des recommandations du Haut Conseil de Santé Publique en vigueur, les dispositions du Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés publié par le ministère du travail et les textes réglementaires applicables.

#### 7.5 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données, dit « RGPD »).

### 8 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations à condition d'avoir obtenu **préalablement**, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 joint au dossier de consultation) :

- précisant notamment les prestations dont la sous-traitance est envisagée et le montant correspondant ;
- remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire ;
- accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :
  - o formulaire DC2 joint au DCE ;
  - o attestation d'assurance civile ;
  - o extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
  - o RIB.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable du respect des dispositions du marché par le sous-traitant.

## 9 RÉGIME FINANCIER

### 9.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix mixte.

Le prix est global et forfaitaire pour les prestations récurrentes (en référence aux prix qui résultent de la décomposition du prix global et forfaitaire), et à prix unitaire pour les prestations ponctuelles (en référence aux prix fixés au bordereau des prix unitaires).

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que les marges pour risque et marges bénéficiaires.

### 9.2 RÉVISION DE PRIX

Les prix du marché sont fermes la première année d'exécution, puis révisibles annuellement en cas de reconduction, à la date anniversaire (notification du marché) sur la base de la formule suivante :

$$P = P_o \left[ 0,15 + 0,85 \times \frac{BtoB\ n}{BtoB\ o} \right]$$

dans laquelle :

$P$  = prix révisé HT

$P_o$  = prix initial HT au mois zéro (mois de remise de l'offre)

$BtoB\ n$  = index en vigueur à la date de révision des prix (dernière donnée révisée – « r »).

$BtoB\ o$  = index en vigueur au mois zéro ;

L'index de référence publié par l'INSEE est : indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – [CPF 81.21](#) – Nettoyage courant, marché public - Prix de marché – Base 2021 (identifiant 010766785).

Pour que la révision soit effectuée, le titulaire est tenu de transmettre l'ensemble des éléments d'information justifiant la révision des prix demandée (coefficient de révision appliqué, valeur des indices retenus, extrait des statistiques de l'INSEE, annexe financière à jour...), au plus tard trente (30) jours avant la date anniversaire du contrat,

- soit par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse : Chambre régionale des comptes d'Île-de-France – 6 cours des roches – Noisiel – BP 187 – 77315 Marne-la-Vallée Cedex 2 ;
- soit par courriel ou lettre recommandée électronique à [stephane.gobrecht@crtc.ccomptes.fr](mailto:stephane.gobrecht@crtc.ccomptes.fr) et à [catherine.posty@crtc.ccomptes.fr](mailto:catherine.posty@crtc.ccomptes.fr)

À défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période.

Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

La personne publique se réserve le droit de résilier le marché si la variation de prix obtenue en application de la formule de révision excède une hausse de prix annuelle de 3 %.

### 9.3 AVANCE



Le versement de l'avance est soumis à l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Une avance est versée au titulaire et à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

<i><b>Si la durée d'exécution est inférieure ou égale à douze (12) mois</b></i>	<i><b>Si la durée d'exécution est supérieure à douze (12) mois</b></i>
<b>Partie prix forfaitaire du marché</b>	
Taux de l'avance des PME* : <b>30 %</b> Taux de l'avance des autres entreprises : <b>20%</b>	
Base : montant initial TTC	Base : somme égale à 12 fois le montant du marché initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois
<b>Partie prix unitaire du marché</b>	
Taux de l'avance des PME* : <b>30 %</b> Taux de l'avance des autres entreprises : <b>20%</b>	
Base : montant TTC du bon de commande	Base : somme égale à 12 fois le montant du bon de commande TTC divisé par sa durée exprimée en mois

*\*au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique*

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

## **10 RÉCEPTION DES PRESTATIONS**

### **10.1 VÉRIFICATION DES PRESTATIONS**

Conformément à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification s'effectuent selon les modalités de contrôle définies dans le CCTP, tandis qu'en dehors de ce cadre, les vérifications qualitatives simples peuvent s'effectuer au moment même de l'exécution de service via examen sommaire, conformément à l'article 28.1 (dans le cadre d'un contrôle inopiné par exemple).

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, le titulaire n'a pas à aviser l'acheteur de la date à partir de laquelle ce dernier pourra effectuer la vérification ; par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS l'acheteur n'avise pas systématiquement des jours et heures pour mener les vérifications.

### **10.2 DÉCISION APRÈS VÉRIFICATION**

Selon les constatations de l'examen et les appréciations portées par la fiche de contrôle, les décisions de l'acheteur sont les suivantes :

- **Admission :**

Dans le cadre d'une vérification qualitative simple (cf. article 28.1 du CCAG-FCS) et en l'absence de notification de réserves faites le jour même, ces prestations ne nécessitant qu'un examen sommaire pour vérification sont réputées admises le jour de leur réalisation, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Dans le cadre d'un contrôle formalisé, conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS et 6.3.3 du CCTP : en l'absence de notification de réserves sur l'exécution des prestations dans un délai de quinze jours à compter de la date du contrôle, la décision d'admission des prestations est réputée acquise rétroactivement au jour de leur exécution.

- **Réfaction** : En cas de réserves sur l'exécution des prestations dûment notifiées, les prestations contrôlées pourront être admises avec refaction, selon l'appréciation de l'acheteur. Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, la refaction de prix est proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et sera expressément motivée.
- **Rejet** : lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. **En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.** Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS : les prestations rejetées devront être effectuées ou reprises par le titulaire dans le délai imparti par l'acheteur dans sa décision de rejet, jusqu'à obtention d'un niveau de qualité au moins « correct ».

En l'absence d'actions correctives effectuées dans le délai fixé, ou en l'absence d'atteinte du niveau de qualité souhaité, le titulaire se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

## 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 11.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

Pour la partie globale et forfaitaire du marché : les demandes de paiement seront présentées mensuellement à hauteur de 1/12<sup>e</sup> du montant annuel global et forfaitaire du marché.

### 11.2 PRÉSENTATION DES FACTURES

Les factures sont **obligatoirement transmises de manière électronique via le portail** : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Toute réception d'une facture par un autre canal de transmission sera rejetée.

Les factures électroniques transmises par le titulaire et, le cas échéant, le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, doivent comporter les mentions suivantes :

- leur date d'émission ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire (SIRET) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- le code d'identification du service en charge du paiement (indiqué sur le bon de commande) : FAC9510075 - Services du Premier Ministre - Service facturier – 139 rue de Bercy, 75012 Paris ;
- le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire et / ou unitaire hors taxe des prestations réalisées ;
- le montant de la taxe à payer ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le prix forfaitaire et/ou unitaire toutes taxes comprise des prestations réalisées ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

### 11.3 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

#### 11.4 PAIEMENT DES COTRITAINTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément aux articles 3.5 et 12 du CCAG-FCS.

#### 11.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations. Les prestations sous traitées doivent être clairement et précisément identifiées et énoncées préalablement à toute intervention.

Tous ces éléments sont soumis à l'appréciation de la personne publique qui se réserve le droit de récuser toute personne dont la participation lui paraîtrait inopportune.

Le règlement des sous-traitant s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

## 12 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable (sauf cas expressément mentionnés), dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération de pénalité, tandis que par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut atteindre 20% du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

PÉNALITÉS	MONTANT (TVA non applicable)
<b>En cas d'inexécution d'une prestation</b>	En cas d'inexécution pure et simple d'une prestation conduisant à un niveau de propreté inacceptable, le titulaire se verra appliquer jusqu'au jour de l'exécution de la prestation une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard constaté.
<b>Défaut de qualité sur des prestations</b>	En cas de défaut de qualité constatée au titre de l'exécution d'une prestation, et après qu'un signalement ou une décision de rejet aura été notifié au titulaire afin qu'il se conforme aux attendus : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Pour un constat de qualité de propreté <u>insuffisante</u>, le titulaire dispose d'un délai d'un mois pour rétablir une prestation de niveau</li></ul>

	<p>correct (à défaut d'un autre délai prescrit lors du signalement). A échéance de ce délai, le titulaire se verra appliquer jusqu'au jour de l'exécution satisfaisante de la prestation une pénalité de 100 € par jour calendaire de défaut constaté.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Pour un constat de qualité de propreté <u>inacceptable</u>, le titulaire dispose d'un délai d'une semaine pour rétablir une prestation de niveau correct (à défaut d'un autre délai prescrit lors du signalement). À échéance de ce délai, le titulaire se verra appliquer jusqu'au jour de l'exécution satisfaisante de la prestation une pénalité de 100 € par jour calendaire de défaut constaté.</li> </ul>
<b>En cas d'absence non justifiée à une réunion planifiée ou à un contrôle contradictoire de la qualité</b>	En cas d'absence non justifiée à une réunion planifiée (programmée ou convoquée à la demande du pouvoir adjudicateur) ou à un contrôle contradictoire de la qualité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 200 € pour chaque absence.
<b>Non-remplacement d'un agent absent</b>	<p>En cas de non-emplacment d'un agent œuvrant ou non œuvrant, une pénalité de 200 € est appliquée à compter du deuxième jour de l'absence constatée de remplacement. Cette pénalité est ensuite majorée de 50 € cumulable pour chaque nouveau jour consécutif où l'agent n'est pas remplacé.</p> <p><i>Non remplacement au 2<sup>ème</sup> jour : 200€</i>  <i>Non remplacement au 3<sup>ème</sup> jour : 200€ + 50€</i>  <i>Non remplacement au 4<sup>ème</sup> jour : 200€ + 100€, et ainsi de suite.</i></p>
<b>Non-remplacement d'un agent ne donnant pas satisfaction, ou d'un agent non agréé avant sa prise poste</b>	<p>Après mise en demeure préalable restée sans effet au titre du non-remplacement d'un agent ne donnant pas satisfaction ou non agréé avant sa prise de poste, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 250 € au titre de la première semaine de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur. À compter du 8<sup>ème</sup> jour de retard, une pénalité journalière de 50€ s'applique jusqu'au jour où l'agent ne donnant pas satisfaction ou non agréé soit remplacé.</p> <p><i>Non remplacement à l'issue de la première semaine passée le délai imparti : 250€</i>  <i>Non remplacement à partir du 8<sup>ème</sup> jour : 50€ par jour supplémentaire d'absence de remplacement jusqu'au remplacement agréé par la personne publique.</i></p>
<b>Rupture d'approvisionnement des consommables et des produits d'entretien</b>	En cas d'absence de réapprovisionnement des consommables, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard à compter de l'expiration d'un délai de 24h laissé par le pouvoir adjudicateur au titulaire pour remédier à la rupture d'approvisionnement.
<b>Non-respect des clauses particulières du marché relatives à l'utilisation de produits, consommables et matériels de qualité écologique</b>	En cas d'utilisation d'un produit non-conforme ou d'un nouveau produit non déclaré au représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire sera enjoint à cesser toute utilisation, et se verra appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € par infraction constatée.
<b>Non-respect des clauses particulières du marché relatives au caractère neuf d'un matériel</b>	En cas d'utilisation d'un matériel dont le caractère neuf déclaré n'a pas été avéré, le titulaire sera enjoint de le faire remplacer, et se verra appliquer une pénalité d'un montant forfaitaire de 300 € par infraction constatée.

<b>Retard de transmission des documents ou livrables demandés au CCTP (liste de matériels, plan de prévention, planning, badges...)</b>	En cas de non transmission ou de non remise d'éléments demandés dans les délais impartis par l'acheteur, une pénalité d'un montant de 50 € par jour de retard sera appliquée.
<b>Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé</b>	<b>10%</b> du montant du marché (sur sa part globale et forfaitaire)  Le montant de la pénalité ne peut excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail.
<b>Défaut de mise à disposition au personnel œuvrant des équipements de protection individuels adaptés à leur activité et conformes</b>	<b>100 €</b> par infraction constatée, et par personne
<b>Non-respect de la loi Evin</b> (interdiction de fumer à l'intérieur des bâtiments)	
<b>Non-respect des conditions sanitaires en situation d'épidémie type Covid</b>	

### 13 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes.

### 14 RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 % du montant initial de la part forfaitaire du marché hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique,

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## 15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, le Tribunal administratif de Paris ([greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)) est seul compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 DÉROGATIONS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

CCAP	CCAG-FCS
10.1 Vérification des prestations	27.2.2 ; 27.3
10.2 Décision après vérification	30.1 ; 30.4.3
12 Pénalités	14.1.2 et 14.1.3